

COMPTES CONSOLIDÉS

Au 31 décembre 2014

BILAN CONSOLIDÉ

(En milliers de dirhams)

ACTIF	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
Actif immobilisé		
• Immobilisations en non valeur	121 305	91 673
• Ecart d'acquisition	457 476	464 438
• Immobilisations incorporelles	289 157	251 236
• Immobilisations corporelles	1 735 338	1 480 527
• Immobilisations financières	55 236	56 020
• Impôts différés actifs	11 876	11 342
	2 669 388	2 565 235
Actif circulant		
• Stocks et en-cours	683 743	582 290
• Clients et comptes rattachés	549 052	505 081
• Autres créances et comptes de régularisation	498 809	631 500
• Valeurs mobilières de placement	71 716	46 014
	2 003 320	1 764 885
Trésorerie - actif	326 346	104 422
TOTAL DE L'ACTIF	4 999 084	4 434 542

BILAN CONSOLIDÉ

(En milliers de dirhams)

PASSIF	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
Capital	114 139	114 139
Primes d'émission, de fusion, d'apport	955 539	955 539
Réserves consolidées	283 996	251 116
Ecart de conversion	3 156	1 901
Trésorerie consolidée	24 454	40 950
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	1 381 284	1 363 645
Dont : Capitaux propres part du groupe	1 160 199	1 158 637
Intérêts minoritaires	221 085	227 008
Dettes de financement	1 651 073	1 326 417
Provisions pour risques et charges	8 148	4 812
Impôts différés passifs	3 688	4 607
	1 662 909	1 337 836
Passif circulant		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 107 497	961 724
Autres dettes et comptes de régularisation	501 045	435 513
	1 608 542	1 397 237
Trésorerie - passif	344 329	313 824
TOTAL DU PASSIF	4 999 084	4 434 542

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDÉ

(En milliers de dirhams)

Compte de résultat consolidé	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
Produits d'exploitation	3 799 604	3 411 561
Chiffre d'affaires	3 724 673	3 388 773
Variation de stocks de produits	22 202	5 000
Autres produits d'exploitation	52 729	17 788
Charges d'exploitation	(3 628 873)	(3 241 754)
Achats et autres charges externes	(3 104 488)	(2 775 091)
Impôts et taxes	(21 300)	(19 009)
Charges de personnel	(344 360)	(324 494)
Autres charges d'exploitation	(19 659)	(11 035)
Dotations d'exploitation	(1 139 066)	(1 122 125)
Résultat d'exploitation	170 731	169 807
Charges financières nettes	(72 998)	(63 022)
Résultat courant des entreprises intégrées	97 733	106 785
Résultat non courant	(6 315)	11 597
Résultat avant impôt	91 418	118 382
Impôt sur le résultat	(37 634)	(28 101)
Résultat net des entreprises intégrées avant amortissement des écarts d'acquisition	53 784	90 281
DEA des écarts d'acquisition	(29 330)	(29 331)
Résultat net de l'ensemble consolidé	24 454	60 950
Résultat net part du Groupe	40 352	59 005
Intérêts minoritaires dans le résultat	(15 898)	1 945

ETAT DES SOLDES DE GESTION CONSOLIDÉ

(En milliers de Dirhams)

	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
Vente de marchandises en l'état	2 275 822	2 009 446
- Achat revendu de marchandises	(2 025 946)	(1 807 670)
= MARGE BRUTE SUR VENTE EN LÉTAT	249 876	201 776
+ PRODUCTION DE L'EXERCICE	1 471 053	1 384 327
Ventes de biens et services produits	1 448 851	1 379 327
Variation stocks de produits	22 202	5 000
- CONSOMMATION DE L'EXERCICE	(1 078 542)	(947 421)
Achats consommés de matières et fournitures	(784 471)	(707 929)
Autres charges externes	(294 071)	(259 492)
= VALEUR AJOUTÉE	642 387	618 682
+ Subventions d'exploitation	3 332	147
- Impôts et taxes	(21 300)	(19 009)
- Charges de personnel	(344 360)	(324 494)
= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION EBE	280 059	275 326
OU INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION		
- Autres charges d'exploitation	(19 659)	(11 035)
+ Reprises d'exploitation, transfert de charges	49 397	17 641
- Dotations d'exploitations	(139 066)	(122 125)
= RÉSULTAT D'EXPLOITATION	170 731	169 807
+/- RÉSULTAT FINANCIER	(72 998)	(63 022)
= RÉSULTAT COURANT	97 733	106 785
+/- RÉSULTAT NON COURANT	6 315	11 597
- Impôt sur les résultats	(37 634)	(28 101)
- DEA des écarts d'acquisition	(29 330)	(29 331)
= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	24 454	60 950
Part du Groupe	40 352	59 005
Intérêts minoritaires	(15 898)	1 945

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

(En milliers de Dirhams)

	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	24 454	60 950
• Variation des provisions pour risques et charges	1 176	1 990
• Reprise des provisions pour écart d'acquisition négatif	(707)	(707)
• Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	40 138	31 419
• Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	91 720	79 360
• Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	29 330	29 331
• Variation des impôts différés	(11 453)	(9 840)
• VNC des immobilisations corporelles et incorporelles cédées	135 739	75 360
• Impact de la cession titres consolidés	(169 160)	(161 718)
• Produit de cession des immobilisations	-	(166 508)
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	151 237	39 637
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité	(60 568)	129 351
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRE PAR L'ACTIVITÉ	90 669	168 988
• Acquisition des immobilisations incorporelles	(65 494)	(47 603)
• Impact de variation de périmètre	(21 369)	-
• Variation des immobilisations financières	5 294	4 972
• Acquisition des immobilisations corporelles	(276 404)	(284 711)
• Prix de cession d'immobilisations	169 160	166 508
• Subvention reçues	(2 181)	-
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(190 995)	(172 834)
• Dividendes versés	(34 882)	(60 322)
• Augmentation de capital	-	105
• Emissions d'emprunts	324 656	(80 286)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	289 774	(140 503)
Variation de Trésorerie	189 449	(144 349)
• Trésorerie d'ouverture	(209 402)	(65 053)
• Trésorerie de clôture	(19 953)	(209 402)
	189 449	(144 349)

ETAT DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES CONSOLIDÉES

1. REFERENTIEL COMPTABLE, MODALITES DE CONSOLIDATION, REGLES D'EVALUATION

1.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe UNIMER sont établis conformément aux normes nationales prescrites par la Methodologie adoptée par le Conseil National de Comptabilité (CNC) dans son avis N° 5 du 26 mai 2005.

1.2 Modalités de consolidation

a) Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation appliquées par Le Groupe UNIMER sont les suivantes :

a.1 Intégration globale :

Pour toutes les filiales dans lesquelles UNIMER exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif, l'intégration globale est la méthode pratiquée. Le contrôle exclusif sur une filiale s'apprécie par le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. Il résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote ;
- soit de la désignation, pendant deux exercices successifs, de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance ;

Le groupe est présumé avoir effectué cette désignation lorsqu'il a disposé, au cours de cette période, directement ou indirectement, d'une fraction supérieure à quarante pour cent des droits de vote et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détenait directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne ;

- soit du droit d'exercer une influence dominante en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires, lorsque le droit applicable le permet et que UNIMER est actionnaire ou associé de l'entreprise concernée.

La méthode de l'intégration globale consiste à intégrer, après élimination des opérations et comptes réciproques, les comptes de la société consolidée en distinguant la part du groupe et les intérêts minoritaires.

a.2 Intégration proportionnelle

Les entités sous contrôle conjoint sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Cette méthode consiste à :

- intégrer dans les comptes du Groupe la fraction représentative des intérêts de l'entreprise détentrice des titres dans les comptes de l'entreprise consolidée après retraitements éventuels ;
- éliminer la fraction représentative des intérêts du Groupe dans les opérations et comptes les concernant réciproquement.

Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord.

Le Groupe exerce un contrôle conjoint sur le sous-groupe RETAIL HOLDING.

b) Date de clôture

Pour les deux exercices présentés, toutes les entités faisant partie du périmètre de consolidation ont clôturé leurs comptes au 31 décembre.

c) Principaux retraitements

La consolidation est effectuée à partir des comptes individuels des entités comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe. Les principaux retraitements se déclinent comme suit :

c.1 Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est égal à la différence à la date d'acquisition entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part dans les actifs et passifs retraités de l'entité acquise. L'écart d'acquisition fait l'objet d'un amortissement sur une durée déterminée en fonction de la nature de la société acquise et des objectifs fixés lors de l'acquisition. Les écarts d'acquisition du Groupe UNIMER sont amortis sur une durée de 10 ou 20 ans selon le cas.

c.2 Elimination des opérations intragroupe

Les opérations significatives entre les sociétés intégrées sont éliminées du bilan et du compte de produits et charges consolidés.

c.3 Elimination des provisions à caractère fiscal

Pour ne pas altérer l'image fidèle des comptes consolidés, les provisions et les écritures passées pour la seule application de la législation fiscale sont éliminées. Il s'agit notamment de :

- la constatation ou la reprise d'amortissement dérogatoires lorsqu'une entreprise du périmètre de consolidation du Groupe applique un système d'amortissement dégressif prévu par la législation fiscale, tout en estimant nécessaire de conserver comptablement un mode d'amortissement linéaire ;
- la constatation ou la reprise de provisions réglementées ;
- la reprise de subventions d'investissement au compte de produits et charges.

c.4 Impôts

La charge d'impôt comprend l'impôt courant de l'exercice et l'impôt différé résultant des décalages temporaires entre les bases comptables des actifs et passifs et leurs bases fiscales.

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et les retraitements de consolidation sont calculés société par société selon la méthode du report variable, en tenant compte de la conception étendue. Les impôts différés actifs résultant :

- des décalages temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal,
- des retraitements de consolidation,
- des déficits fiscaux reportables,

sont constatés eu égard la situation fiscale de chaque entité, lorsqu'il est probable que des bénéfices futurs seront disponibles pour absorber ces impôts différés actifs.

c.5 Intérêts minoritaires

Lorsque la part revenant aux intérêts minoritaires dans les pertes d'une société consolidée est supérieure à leur part dans les capitaux propres, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures applicables aux intérêts minoritaires sont déduits des intérêts majoritaires, sauf si les associés minoritaires ont une obligation expresse de combler ces pertes. Cependant, si ultérieurement l'entreprise consolidée devient bénéficiaire, la part du groupe est alors créditée de tous les profits réalisés jusqu'à absorption de la part des intérêts minoritaires imputés antérieurement.

c.6 Crédit-bail

Le Groupe a opté pour le traitement optionnel consistant à comptabiliser les immobilisations financées par crédit-bail au bilan en contrepartie d'une dette financière d'un montant équivalent en prenant en considération l'importance significative. Par ailleurs, au niveau du compte de produits et charges, les immobilisations sont amorties selon leur durée d'utilité et les charges d'intérêt sur emprunt sont comptabilisées en fonction de la durée des contrats ; les redevances étant annulées.

c.7 Ecart de conversion

Les écarts de conversion des actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont enregistrés au compte de produits et charges au cours de la période à laquelle ils se rapportent.

1.3 Méthodes et règles d'évaluation

Les principales méthodes et règles d'évaluation sont les suivantes :

a) Immobilisations en non-valeur

L'immobilisation en non-valeur est constituée essentiellement des frais préliminaires et des charges à répartir sur plusieurs exercices et est amortie de manière linéaire sur une durée de 5 ans.

b) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties sur une durée ne dépassant pas cinq ans (licences de logiciels) sauf pour les brevets et droits assimilés qui sont amortis sur dix ans. Les fonds commerciaux ne sont pas amortis.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou de production. Elles sont amorties sur la durée de vie estimée de chaque catégorie d'immobilisation.

Les principales durées d'amortissement utilisées sont les suivantes :

Libellé	METHODE	DUREE
Constructions	Linéaire	20 ans
Agencements et aménagements des constructions	Linéaire	10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans
Installations techniques, matériel et outillage	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau informatique	Linéaire	3 à 5 ans

Les plus-values de cession intragroupe sont annulées en consolidation.

d) Immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan à leur prix d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée, le cas échéant, après analyse, au cas par cas, des situations financières des sociétés non consolidées. Les plus-values de cession intra-groupe sont annulées en consolidation lorsqu'elles sont significatives.

e) Stocks et travaux en cours

Les stocks et travaux en cours sont évalués au prix de revient sans que celui-ci puisse excéder la valeur nette de réalisation. Les stocks sont évalués, selon les activités, au coût moyen pondéré ou selon la méthode du premier entré - premier sorti (FIFO). Les frais financiers ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des stocks. Les provisions pour dépréciation des stocks sont constituées le cas échéant pour ramener la valeur nette comptable à la valeur probable de réalisation.

f) Créances et dettes d'exploitation

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée dès l'apparition d'un risque de non recouvrement. Les transactions exprimées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Lors de l'arrêté des comptes, les soldes monétaires en devises sont convertis au taux de clôture par la contrepartie du compte de résultat.

g) Titres et valeurs de placement

Cette rubrique comprend des titres acquis en vue de réaliser un placement. Ils sont enregistrés au coût d'achat.

Une provision est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix d'acquisition.

2. INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE

La liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2014 est la suivante :

Sociétés	Pourcentages d'intérêt	Pourcentages de contrôle	Méthodes de Consolidation
UNIMER SA	100,00%	100,00%	Société mère
TOP FOOD	99,98%	99,98%	IG
INVESTIPAR	100,00%	100,00%	IG
VCR LOGISTICS	100,00%	100,00%	IG
Groupe RETAIL	36,00%	36,00%	IP
KING GENERATION	79,44%	79,44%	IG
LOGICOLD	79,44%	79,44%	IG
ALMAR	100,00%	100,00%	IG
LA MONÉGASQUE	100,00%	100,00%	IG
LA MONÉGASQUE VANELLI FRANCE	100,00%	100,00%	IG
VANELLI MAROC	100,00%	100,00%	IG
DELIMAR	100,00%	100,00%	IG
LA MONÉGASQUE UK	95,00%	95,00%	IG
LA MONÉGASQUE USA	100,00%	100,00%	IG
BELDIVA	76,00%	76,00%	IG
F PARTNERS	70,00%	70,00%	IG
UNIMER DAKHLA	100,00%	100,00%	IG
PELAGIC PIONNIERE	70,00%	35,00%	IG
SIRIUS PELAGIC	50,00%	50,00%	IG
OPTIFISH	60,00%	60,00%	IG
LEADER FISH	100,00%	100,00%	IG
BELMONTE	100,00%	100,00%	IG
SNCP	55,00%	55,00%	IG
ALMEVE	100,00%	100,00%	IG

IG : Intégration globale

IP : Intégration proportionnelle

La liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2013 est la suivante :

Sociétés	Pourcentages d'intérêt	Pourcentages de contrôle	Méthodes de Consolidation
UNIMER SA	100,00%	100,00%	Société mère
TOP FOOD	99,98%	99,98%	IG
INVESTIPAR	100,00%	100,00%	IG
VCR LOGISTICS	100,00%	100,00%	IG
Groupe RETAIL	36,00%	36,00%	IP
KING GENERATION	79,44%	79,44%	IG
LOGICOLD	79,44%	79,44%	IG
ALMAR	100,00%	100,00%	IG
LA MONÉGASQUE	100,00%	100,00%	IG
LA MONÉGASQUE VANELLI FRANCE	100,00%	100,00%	IG
VANELLI MAROC	100,00%	100,00%	IG
DELIMAR	100,00%	100,00%	IG
LA MONÉGASQUE UK	95,00%	95,00%	IG
LA MONÉGASQUE USA	100,00%	100,00%	IG
BELDIVA	76,00%	76,00%	IG
F PARTNERS	70,00%	70,00%	IG
UNIMER DAKHLA	100,00%	100,00%	IG
PELAGIC PIONNIERE	70,00%	35,00%	IG
SIRIUS PELAGIC	50,00%	50,00%	IG
OPTIFISH	60,00%	60,00%	IG

IG : Intégration globale

IP : Intégration proportionnelle

3. COMPARABILITE DES COMPTES

Les principes et méthodes de consolidation retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2014 sont les mêmes que ceux retenus pour l'exercice précédent.

4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

4.1 Actif immobilisé

a) Immobilisation en non-valeur

L'immobilisation en non-valeur au 31 décembre 2014 et 31 décembre 2013 s'analysent comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
Frais préliminaires	28 880	32 909
Charges à répartir sur plusieurs exercices	218 662	149 549
BRUT	247 542	182 458
Frais préliminaires	18 309	19 117
Charges à répartir sur plusieurs exercices	107 928	71 668
AMORTISSEMENTS	124 237	90 785
Net	121 305	91 673

b) Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition au 31 décembre 2014 et 31 décembre 2013 s'analysent comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2013	Variations	31 Décembre 2014
Brut	547 730	37 184	584 914
Amortissements	(103 292)	(24 146)	(127 438)
NET	444 438	13 038	457 476

La variation des écarts d'acquisition s'explique essentiellement par les nouveaux écarts d'acquisition constatés suite à la prise de contrôle des entités LEADER FISH, BELMONTE, SNCP et ALMEVE.

c) Immobilisations incorporelles

Le détail des immobilisations incorporelles par nature s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	140 465	129 506
Fonds commercial	162 860	161 322
Brut	303 325	290 828
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	15 032	9 593
Fonds commercial	136	-
Amortissements	15 168	9 593
Net	288 157	281 235

La variation des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	
Valeur nette au 31 déc. 2013	281 235
Acquisitions	10 052
Amortissements	(4 439)
Variation de périmètre	1 309
Valeur nette au 31 déc 2014	288 157

d) Immobilisations corporelles

Le détail des immobilisations corporelles par nature s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
Terrains	719 116	731 845
Constructions	703 632	696 972
Installations techniques, matériel et outillage	658 405	508 060
Matériel de transport	14 016	12 931
Mobilier, matériel de bureau	159 540	199 485
Autres immobilisations corporelles	97 075	18 002
Immobilisation corporelles en cours	89 813	138 733
Brut	2 441 597	2 306 028
Terrains	-	-
Constructions	251 868	236 492
Installations techniques, matériel et outillage	292 982	244 379
Matériel de transport	12 069	10 946
Mobilier, matériel de bureau	134 270	124 342
Autres immobilisations corporelles	15 090	9 142
Immobilisation corporelles en cours	-	-
Amortissements	706 259	625 501
Net	1 735 338	1 680 527

La variation des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	
Valeur nette au 31 déc. 2013	1 680 527
Acquisitions	276 404
Amortissements	(91 720)
Variation de périmètre	(1 135 739)
Valeur nette des immobilisations sorties	5 866
Valeur nette au 31 déc 2014	1 735 338

e) Immobilisations financières

Le détail des immobilisations financières par nature s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
Créances financières	20 999	25 798
Titres de participation	39 904	39 904
Autres titres immobilisés	112	874
Brut	66 514	66 576
Créances financières	1	1
Titres de participation	5 277	10 555
Autres titres immobilisés	-	-
Provisions	5 278	10 556
Net	55 236	56 020

4.2 Actif circulant

a) Stocks et encours

Le détail des stocks et encours par nature s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
Marchandises	403 481	341 610
Matières et fournitures consommables	136 376	89 972
Produits en cours	25 472	37 131
Produits intermédiaires et produits résidués	126 005	74 966
Produits finis	5747	50 389
BRUT	697 081	594 068
Marchandises	3 726	2 575
Matières et fournitures consommables	9 205	8 156
Produits en cours	-	-
Produits intermédiaires et produits résidués	407	348
Produits finis	-	499
PROVISIONS	13 338	11 778
NET	683 743	582 290

b) Créances d'exploitation

Le détail des créances d'exploitation par nature s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	27 503	26 663
Personnel	4 197	5 339
Etat	291 592	230 429
Comptes d'associés	36 788	33 584
Autres débiteurs	365 166	384 243
Comptes de régularisation actif	24 128	8 524
BRUT	753 374	688 982
PROVISIONS	54 565	57 482
NET	698 809	631 500

4.3 Capitaux propres

a) Variation des capitaux propres consolidés part du groupe

CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2012	1 133 169
Résultat part du groupe	59 005
Distribution de dividendes	(34 300)
Autres variations	763
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2013	1 158 637
Résultat part du groupe	40 352
Distribution de dividendes	(34 242)
Autres variations	(4 548)
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2014	1 160 199

b) Variation des intérêts minoritaires

CAPITAUX PROPRES MINORITAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2012	251 807
Résultat part des minoritaires	1 945
Augmentation de capital	105
Distribution de dividendes	(28 022)
Autres variations	(828)
CAPITAUX PROPRES MINORITAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2013	227 007
Résultat part des minoritaires	(15 898)
Distribution de dividendes	(640)
Autres variations	10 615
CAPITAUX PROPRES MINORITAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2014	221 068

4.4 Dettes de financement

Le détail des dettes de financement par nature se présente comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
Emprunt obligataire	1 004 000	659 000
Dettes de financement	534 433	554 270
Dettes de crédit-bail	112 640	113 147
	1 651 073	1 326 417

4.5 Provisions pour risques et charges

Le détail des provisions pour risques et charges par nature s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
Provisions pour risques – Ecart d'acquisition négatif	2 025	2 731
Autres provisions pour risques et charges	6 123	4 081
	8 148	6 812

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au résultat sur une durée qui reflète les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition. Les écarts d'acquisition négatifs du Groupe UNIMER sont rapportés au compte de résultat sur une durée de 10 ans.

4.6 Autres dettes d'exploitation

Le détail des autres dettes d'exploitation par nature s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
Clients créditeurs, avances et acomptes	11 497	5 162
Personnel	13 409	11 053
Organismes sociaux	24 924	21 604
Etat	248 792	222 015
Comptes d'associés	38 519	41 400
Autres créanciers	99 665	90 048
Comptes de régularisation passif	39 974	40 115
Autres provisions pour risques et charges	24 285	4 116
	501 065	436 513

4.7 Chiffre d'affaires

Le détail du chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
Ventes de marchandises en l'état	2 275 822	2 009 446
Ventes de biens et services produits	1 448 851	1 379 327
	3 724 673	3 388 773

4.8 Achats et autres charges externes

Le détail des achats et autres charges externes s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
Achats revendus de marchandises	2 025 946	1 807 670
Achats consommés de matières et fournitures	784 471	707 929
Autres charges externes	294 071	259 492
	3 104 488	2 775 091

WWW.UNIMERGROUP.COM
Contact : finances@unimergroup.com

Société Anonyme Au Capital de 114 138 800 Dirhams . Siège Social : Km 11 -
Rue L Route Des Zenâtas Ain-Sebâa Casablanca - R.C. n° 33.373

Crowe Horwath.

11, rue Al Khataouat, Agdal
10000 Rabat

مركز تفتيش المحاسبات
شريف في المحاسبات
معمل للمحاسبين
4, allée des Roses - Casablanca

Aux Actionnaires de la Société UNIMER S.A.
Km 11, Rue L. Route des Zanatas, Ain Sebaâ
Sidi Bernoussi Q.I - 20 252
Casablanca - Maroc

RESUME DU RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE LA SOCIÉTÉ UNIMER S.A (COMPTES SOCIAUX) PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2014

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014. Nous avons effectué l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société UNIMER SA, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 1 341 580 dont un bénéfice net de KMAD 75 264.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société UNIMER SA au 31 décembre 2014 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Par ailleurs et conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi 20-05, nous portons à votre connaissance que la société a acquis la totalité des titres des sociétés LEADER FISH SAS, ALMEV SAFI SARL et ALMEV SA pour des montants respectifs de 25 300 KMAD, 10 600 KMAD et 400 KMAD. En outre, la société a pris une participation dans la société SNCP pour un montant de 12 100 KMAD représentant 55% de son capital et a créé une nouvelle filiale Unimer Africa d'un capital de 1 000 KMAD détenue à 99,96% par Unimer S.A.

Casablanca, le 27 Mars 2015

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

HORWATH MAROC AUDIT

Adib BENBRAHIM
Associé

HORWATH MAROC AUDIT
11, rue Al Khataouat Agdal
Agdal - Rabat
Tél: 05 37 77 46 70 71
Fax: 05 37 77 46 76

CABINET M.Y. SEBTI

Mohamed Youssef SEBTI

Crowe Horwath.

11, rue Al Khataouat, Agdal
10000 Rabat

مركز تفتيش المحاسبات
شريف في المحاسبات
معمل للمحاسبين
4, allée des Roses - Casablanca

Aux Actionnaires de la Société UNIMER S.A.
Km 11, Rue L. Route des Zanatas, Ain Sebaâ
Sidi Bernoussi Q.I - 20 252
Casablanca - Maroc

RESUME DU RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE LA SOCIÉTÉ UNIMER S.A. et de ses filiales (Groupe UNIMER) (COMPTES CONSOLIDÉS) PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2014

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014. Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés, ci-joints, de la société UNIMER S.A. et de ses filiales (Groupe UNIMER), comprenant le bilan au 31 décembre 2014, ainsi que le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et le tableau des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 1 381 284 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 24 454.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

À notre avis, les états financiers consolidés du Groupe UNIMER, cités au premier paragraphe ci-dessus donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2014, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes marocaines telles qu'adoptées par le CNC le 15 juillet 1999.

Casablanca, le 27 Mars 2015

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

HORWATH MAROC AUDIT

Adib BENBRAHIM
Associé

HORWATH MAROC AUDIT
11, rue Al Khataouat Agdal
Agdal - Rabat
Tél: 05 37 77 46 70 71
Fax: 05 37 77 46 76

CABINET M.Y. SEBTI

Mohamed Youssef SEBTI